



CHAPITRE 175

CHAPTER 175

Loi constituant en corporation Les Frères
des Écoles Chrétiennes des Trois-
Rivières

An Act to incorporate Les Frères des
Écoles Chrétiennes des Trois-Rivières

[Sanctionnée le 11 février 1959]

[Assented to, the 11th of February, 1959]

Préam-
bule.

ATTENDU que Charles-Édouard Boisvert, en religion Frère Memmas-Omer, ayant son domicile en la paroisse de Sainte-Angèle de Laval, dans le comté de Nicolet, supérieur provincial pour le district religieux des Trois-Rivières, de L'Institut des Frères des Écoles Chrétiennes ci-après nommé "l'Institut", a, par sa pétition, représenté:

Que l'Institut dirige depuis un grand nombre d'années des œuvres d'enseignement, de charité et de formation religieuse;

Que les biens de cet Institut ont d'abord été possédés par la corporation de Les Frères des Écoles Chrétiennes constituée par la loi 39 Victoria, chapitre 80 (Statut de Québec, 1875);

Que le conseil général de cet Institut, a fondé un district religieux de Québec qui a obtenu du Gouvernement de cette province, la formation d'une corporation connue sous le nom de "Les Frères des Écoles Chrétiennes de Québec" (1 George VI, 1937, chapitre 138);

Que cette congrégation s'est beaucoup développée et continue de progresser;

Que le conseil général de l'Institut a, en 1957, fondé le district religieux des Trois-Rivières, ayant juridiction sur les biens possédés dans les diocèses des Trois-Rivières, de Nicolet et de cette partie du diocèse de Québec comprenant les comtés provinciaux de Mégantic et de Lotbinière;

Que le nouveau district religieux des Trois-Rivières a sa maison mère en la

WHEREAS Charles-Édouard Boisvert, in religion Brother Memmas-Omer, residing in the parish of Sainte-Angèle de Laval, in the county of Nicolet, superior provincial for the religious district of Trois-Rivières, of L'Institut des Frères des Écoles Chrétiennes hereinafter called "the Institute" has, by his petition, represented:

That the Institute has directed for a great many years works of teaching, charity and religious training;

That the property of such Institute was first owned by the corporation of Les Frères des Écoles Chrétiennes constituted by the act 39 Victoria, chapter 80 (Statute of Quebec, 1875);

That the general council of such Institute founded a religious district of Quebec which obtained from the Government of the Province the creation of a corporation known by the name of "Les Frères des Écoles Chrétiennes de Québec" (1 George VI, 1937, chapter 138);

That the congregation has considerably expanded and continues to progress;

That the general council of the Institute founded, in 1957, the religious district of Trois-Rivières, having jurisdiction over the property owned in the dioceses of Trois-Rivières, Nicolet and the part of the diocese of Quebec comprising the provincial counties of Mégantic and Lotbinière;

That the new religious district of Trois-Rivières has its mother house in the muni-

Preamble.

municipalité du village de Laval, dans le comté de Nicolet;

Qu'il convient que les biens situés dans les diocèses des Trois-Rivières, de Nicolet et de cette partie du diocèse de Québec compris dans les comtés de Mégantic et de Lotbinière actuellement sous la juridiction du supérieur provincial du district religieux des Trois-Rivières soient maintenant administrées par une corporation civile distincte à être constituée sous le nom de "Les Frères des Écoles Chrétiennes des Trois-Rivières";

Qu'il s'avère nécessaire qu'une corporation dotée des pouvoirs appropriés soit constituée pour permettre à ces religieux de poursuivre les fins de leur congrégation;

Que son Excellence Monseigneur Albertus Martin, évêque de Nicolet, où se trouve la maison provinciale du district religieux des Trois-Rivières, a donné son assentiment à la présente pétition;

Que la corporation des Frères des Écoles Chrétiennes de Québec, constituée par la loi 1 George VI, chapitre 138, a donné son assentiment à la présente pétition;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Constitution.

Nom.

1. Est par la présente loi constituée une corporation ci-après appelée la "corporation" sous le nom de "Les Frères des Écoles Chrétiennes des Trois-Rivières".

Siège social.

2. Le siège social de ladite corporation est en La municipalité du village de Laval, comté de Nicolet, dans la province de Québec.

Membres.

3. Sont de droit membres de ladite corporation, les personnes qui sont ou deviendront membres de l'Institut et qui sont ou qui seront attachées à une maison de l'Institut faisant partie du district religieux des Trois-Rivières, mais seulement tant qu'elles y demeurent ainsi attachées et qu'elles demeurent membres de l'Institut.

city of the village of Laval, in the county of Nicolet;

That it is expedient for the properties located in the dioceses of Trois-Rivières, Nicolet and the part of the diocese of Quebec comprised within the counties of Mégantic and Lotbinière, presently under the jurisdiction of the superior provincial of the religious district of Trois-Rivières, to be now administered by a separate civil corporation to be constituted under the name of "Les Frères des Écoles Chrétiennes des Trois-Rivières";

That it appears necessary that a corporation with appropriate powers be constituted to enable the said brothers to pursue the objects of their congregation;

That His Excellency Mgr Albertus Martin, bishop of Nicolet, where the provincial house of the religious district of Trois-Rivières is situated, has approved the said petition;

That the corporation of Les Frères des Écoles Chrétiennes de Québec, constituted by the act 1 George VI, chapter 138, has agreed to such petition;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Incorporation.

Name.

1. A corporation, hereinafter called the "corporation", is created by this act under the name of "Les Frères des Écoles Chrétiennes des Trois-Rivières".

Corporate seat.

2. The corporate seat of the said corporation shall be in The municipality of the village of Laval, county of Nicolet, in the Province of Quebec.

Members.

3. The persons who are or shall become members of the Institute and who are or shall be assigned to a house of the Institute forming part of the religious district of Trois-Rivières, but only as long as such persons shall remain assigned and shall remain members of the Institute, are of right members of the said corporation.

- Fins.** **4.** Les fins de la corporation sont la religion, la charité et l'enseignement. **4.** The objects of the corporation shall be religion, charity and teaching. **Objects.**
- Pouvoirs.** **5.** La corporation a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et peut spécialement:
- 5.** The corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and may in particular: **Powers.**
- a) avoir un sceau et le modifier à volonté;
 - a. have a seal and alter it at will;
 - b) ester en justice;
 - b. appear before the courts;
 - c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise en relation avec ses fins;
 - c. acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking in the pursuance of its objects;
 - d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des maisons d'éducation, établissements d'enseignement, maisons de repos, refuges, résidences de religieux, orphelinats, juvénats, noviciats, scolasticats, chapelles, salles publiques, lieux de retraite;
 - d. acquire, establish, possess, maintain, administer and manage houses for education, teaching establishments, rest houses, refuges, residences for members of religious orders, orphanages, juvenates, novitiates, scholasticates, chapels, public halls, retreats;
 - e) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal quelconque et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;
 - e. bind itself and bind others towards it in any legal manner whatsoever and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;
 - f) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi;
 - f. borrow money on its credit by any method recognized by the law;
 - g) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou autrement affecter d'une charge quelconque ses biens meubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;
 - g. hypothecate or pledge its immovables, give in security or otherwise encumber its moveable property in any way to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations;
 - h) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;
 - h. issue bonds or other title of indebtedness or securities, and sell, exchange, mortgage or pledge the same;
 - i) notwithstanding les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession des biens meubles et des immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommis conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280), ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;
 - i. notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immovable property, present and future, in order to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by deed of trust in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280), or any act that may replace the latter;
 - j) placer ses fonds de toutes manière jugée appropriée, soit en son nom ou soit au nom de fiduciaires;
 - j. invest its funds in any manner deemed suitable, either in its own name or in the name of trustees;
 - k) accepter tout don, legs ou autre libéralité;
 - k. accept any gift, legacy or other liberality;
 - l) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens meubles et immeubles,
 - l. acquire, possess, administer and alienate any moveable and immovable

par tous modes légaux et à tout titre quelconque;

m) établir et maintenir des cimetières et ériger des caveaux dans ses chapelles pour y déposer la dépouille mortelle de ses membres et tenir des registres constatant les inhumations et les exhumations qui y seront faites. Le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain du diocèse comprenant dans ses limites le siège social de la corporation désignant le ministre du culte autorisé à tenir ces registres le tout en se conformant à la Loi des inhumations et exhumations (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 316), et ses amendements;

n) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser toutes constructions et ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, faits sur ses immeubles ou sur ceux dont elle a la jouissance et contribuer ou aider de toute manière à l'érection, à l'aménagement et à l'entretien de tels ouvrages et constructions;

o) pourvoir à la formation, à l'instruction, à la subsistance et à l'entretien de ses membres et des personnes à son service;

p) céder ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de ses entreprises et oeuvres gratuitement ou en disposer ou les vendre pour toute considération jugée appropriée;

q) demander, favoriser et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autre autorisation ou disposition législative ou administrative qui serait de nature à lui profiter directement ou indirectement et s'opposer à toutes procédures ou demandes qui peuvent être de nature à nuire directement ou indirectement à ses intérêts.

property, by all legal methods and under any title whatsoever;

m. establish and maintain cemeteries and erect vaults in its chapels for the disposal of the mortal remains of its members and keep registers recording interments and disinterments made there. The clergyman acting as Roman Catholic Bishop of the diocese comprising within its limits the corporate seat of the corporation indicating the officiating minister authorized to keep such registers, the whole in conformity with the Burial Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 316), and its amendments;

n. erect, possess, repair, equip, improve, transform and utilize any buildings and works suitable for the pursuit of its ends, on its immoveables or on those of which it has the enjoyment and contribute or aid in any manner in the erection, equipment and maintenance of such works and buildings;

o. provide for the education, instruction, sustenance and support of its members and of persons in its service;

p. cede or otherwise alienate all or any part of its undertakings and works gratuitously, or dispose of or sell the same for any consideration deemed sufficient;

q. solicit, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or provision, legislative or administrative, which may seem calculated to benefit it directly or indirectly and oppose any proceeding or application of such a nature as directly or indirectly to prejudice its interests.

Immeu-
bles.

6. La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de cinq années consécutives, n'auront pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

6. The corporation must dispose, within a reasonable delay, of immoveables which, for a period of five consecutive years, have not been utilized for the pursuit of its objects.

Règle-
menta-
tion.

7. La corporation, préalablement autorisée par son conseil de consultants ci-après mentionné, peut à l'occasion par règlement établir, modifier et abroger des dispositions concernant:

7. The corporation, previously authorized by its council of advisers herein-after mentioned, may, by by-law, as occasion arises, make, amend and repeal provisions respecting:

Regula-
tions.

- a) sa régie interne;
- b) la nomination, les fonctions, les devoirs et les pouvoirs de ses officiers, agents et serviteurs;
- c) la constitution, la nomination et la régie de comités exécutifs, de comités spéciaux, d'organismes, de titulaires qui peuvent être constitués ou nommés pour la poursuite de ses fins et auxquels peut être conféré l'exercice en tout ou en partie de ses pouvoirs;
- d) l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens, oeuvres et entreprises;
- e) la poursuite, d'une manière générale de ses fins.

Ces règlements entreront en vigueur sur approbation du visiteur de la corporation.

- a. its internal management;
- b. the appointment, functions, duties and powers of its officers, agents and servants;
- c. the constitution, appointment and management of executive committees, special committees, boards or officers who or which may be constituted or appointed for the pursuit of its objects and charged with the exercise of all or some of its powers;
- d. the administration, management and control of its property, works and undertakings;
- e. the pursuit of its objects generally.

Such by-laws shall come into force upon approval by the visitor of the corporation.

Fonda-
tions.

8. La corporation peut accepter des fondations pour fins religieuses, charitables, éducationnelles ou d'assistance et conséquemment, recevoir, comme dépositaire légal et ministre fiduciaire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autrement par le fondateur et s'obliger, comme tel, à accomplir les charges établies par ce dernier.

Patri-
moine
distinct.

Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui doit être géré et administré individuellement avec une comptabilité distincte pour chacun d'eux. La corporation exerce sur chaque tel patrimoine les droits de propriétaire absolu, et emploie un sceau particulier pour chacun.

8. The corporation may accept endowments for religious, charitable, educational or welfare purposes and consequently receive, as legal depositary and fiduciary agent, the property given or transmitted by gift, will or otherwise, by the donor and bind itself, as such, to carry out the charges established by the latter.

Endow-
ments.

The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately, with separate book-keeping for each. The corporation shall exercise the rights of absolute owner in respect of each patrimony, and shall use a special seal for each.

Distinct
patri-
mony.

Pouvoirs.

9. La corporation doit être préalablement et spécialement autorisée par son visiteur pour exercer tant pour son patrimoine que pour celui des fondations, les pouvoirs suivants:

- a) le pouvoir d'acquérir ou d'aliéner des immeubles;
- b) le pouvoir de placer ses capitaux;
- c) le pouvoir de faire de nouvelles constructions;
- d) le pouvoir de faire des emprunts de deniers;
- e) le pouvoir d'établir, d'acquérir, d'aliéner une oeuvre ou entreprise;
- f) le pouvoir d'accepter les fondations visées à l'article 8.

9. The corporation must be previously and specially authorized by its visitor to exercise in respect of either its own assets or those of endowments, the following powers:

- a. the power to acquire or to alienate immovables;
- b. the power to invest its capital;
- c. the power to erect new constructions;
- d. the power to borrow money;
- e. the power to establish, acquire or alienate a work or undertaking;
- f. the power to accept the endowments referred to in section 8.

Powers.

Change-
ment de
nom, etc.

10. La corporation préalablement autorisée par son visiteur peut modifier son nom corporatif avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil et l'endroit de son siège social, lequel doit être fixé en la province; avis est donné avec diligence au secrétaire de la province de toute telle modification, et cet avis est publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

10. The corporation when previously authorized by its visitor may change its corporate name, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council and the place of its corporate seat, which must be located in the province. Notice shall be given promptly to the Provincial Secretary of every such change, and such notice shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Change of
name, etc.

Fonds
d'amor-
tissement.

11. La corporation doit pourvoir à un fonds d'amortissement pour toute émission de bons ou d'obligations qu'elle peut consentir et qui n'est pas payable par annuités.

11. The corporation must provide for a sinking-fund for any issue of bonds or debentures which it may make and which is not payable by annual instalments.

Sinking-
fund.

Acte de
fiducie.

La corporation doit conserver à son siège social une copie authentique de tout acte de fiducie qu'elle a consenti; tout intéressé, à l'occasion et sans frais, peut consulter cette copie et en prendre extrait.

The corporation must keep at its corporate seat an authentic copy of every trust deed to which it has become a party and any person interested may refer to such copy and make extracts therefrom at any time and without cost.

Trust
deed.

Désigna-
tion des
membres.

12. Tout membre de la corporation peut se désigner et être désigné pour toutes fins sous le nom qu'il porte en religion.

12. Any member of the corporation may designate himself and be designated for all purposes by the name he bears in religion.

Designa-
tion of
members.

Pas de
dissolu-
tion ni
compen-
sation.

13. Aucun membre de la corporation ne peut en demander la dissolution; il ne peut non plus réclamer de la corporation même s'il cesse d'en être membre de compensation pour le travail accompli au service de cette dernière.

13. No member of the corporation can demand its dissolution or claim from it, even on ceasing to be a member thereof, any compensation for work done in its service.

No disso-
ution nor
compen-
sation.

Droits.

14. La corporation est le représentant de ses membres et peut, en son nom corporatif, mais pour leur bénéfice, exercer leurs droits civils pour les biens qu'ils peuvent posséder ou acquérir; elle peut tant en demande qu'en défense ou en toute autre qualité:

14. The corporation is the representative of its members and may in its corporate name, but for their benefit, exercise their civil rights respecting the property they may own or acquire; it may, either as plaintiff or as defendant or in any other capacity:

Rights.

a) exercer en justice leurs recours qui n'ont pas été institués;

a. exercise their judicial recourse where proceedings have not been commenced;

b) de sa propre autorité, en tout état de cause, reprendre l'instance instituée par eux, malgré leur capacité de la continuer.

b. of its own motion and at any stage of the proceedings, continue suits commenced by them despite their capacity to continue the same.

Recours.

La corporation peut aussi exercer à son bénéfice et conjointement avec les autres bénéficiaires, s'il en existe, les recours prévus par la loi au cas de décès accidentel d'un de ses membres.

The corporation may also exercise for its benefit and in conjunction with the other beneficiaries, if any, such recourses as are provided by law in case of the accidental death of any of its members.

Recour-
ses.

Supérieur provincial.

15. Les droits et les pouvoirs de la corporation sont exercés par le frère exerçant la fonction de supérieur provincial du district religieux des Trois-Rivières de l'Institut.

Autorisation.

Cependant la corporation doit être préalablement autorisée par son conseil de consultants pour exercer son pouvoir de réglementation prévu à l'article 7 et pour poser les actes assujettis par ses règlements à une telle autorisation.

Conseil de consultants.

Sont membres du conseil de consultants les frères exerçant la fonction de membre du conseil provincial du district religieux des Trois-Rivières de l'Institut, ainsi que les membres qui seront désignés comme consultants par la corporation, conformément à ses règlements.

Déclaration.

16. La corporation doit produire au greffe du district de la Cour supérieure où se trouve son siège social, une déclaration contenant les renseignements prévus au paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés (Statuts refondus, 1941, chapitre 277); la corporation doit aussi faire une semblable déclaration dans les cas visés au paragraphe 4 du même article.

Registres.

17. La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant:

a) les règlements adoptés en exécution des pouvoirs conférés par la présente loi et une copie de cette loi;

b) les nom, prénoms, nationalité, adresse et occupation de chaque membre de la corporation en indiquant pour chacun, son nom de religion, la date de son admission et celle où il a cessé d'être membre;

c) les nom, prénoms de chaque membre exerçant la fonction de supérieur provincial du district religieux des Trois-Rivières de l'Institut en indiquant pour chacun, son nom de religion, la date de son entrée en fonction et celle où il a cessé de l'occuper;

d) les nom, prénoms de chaque membre du conseil des consultants de la corporation en indiquant pour chacun son nom de religion, la date de son entrée en fonction et celle où il a cessé de l'occuper;

15. The rights and powers of the corporation shall be exercised by the brother acting as provincial superior of the religious district of Trois-Rivières of the Institute.

Provincial superior.

The corporation must however previously be authorized by its council of advisers to exercise its regulating power contemplated in section 7 and to perform any acts which, by its by-laws, are subject to such authorization.

Approval.

The brothers acting as members of the provincial council of the religious district of Trois-Rivières of the Institute, as well as the members appointed as advisers by the corporation, in accordance with its by-laws, shall be members of the council of advisers.

Advisers council.

16. The corporation shall file in the office of the Superior Court of the district where its corporate seat is situated a declaration containing the information provided for in subsection 2 of section 2 of the Partnership Declaration Act (Revised Statutes, 1941, chapter 277); the corporation shall also make a similar declaration in the cases contemplated in subsection 4 of the same section.

Declaration.

17. The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing:

Registers.

a. the by-laws made in the exercise of the powers conferred by this act and a copy of such act;

b. the surname, Christian names, nationality, address and occupation of every member of the corporation, indicating, as regards each, his name in religion, the date of his admission and the date when he ceased to be a member;

c. the surname and Christian names of every member holding the office of Provincial Superior of the religious district of Trois-Rivières of the Institute, indicating as regards each, his name in religion, the date of his entry into office and the date when he ceased to hold it;

d. the surname, Christian names of each member of the council of advisers of the corporation indicating, as regards each, his name in religion, the date of his entry into office and the date when he ceased to hold it;

e) les nom, prénoms et occupation de chaque visiteur en indiquant la date de son entrée en fonction et celle où il a cessé de l'occuper;

f) un résumé des dispositions des fondations acceptées sous le régime de l'article 8;

g) les créances garanties par hypothèque sur ses immeubles en indiquant pour chacune le montant capital, une description sommaire des immeubles hypothéqués et le nom du créancier ou, pour les émissions de bons, le nom du fiduciaire.

Preuve. Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits scellés du sceau de la corporation certifiés par le secrétaire de la corporation.

Extraits. Toute personne intéressée peut les consulter et en obtenir extrait certifié à raison de dix centins du cent mots.

Preuve de membre. **18.** Un certificat du chancelier de l'évêché de Nicolet ou, suivant le cas, du diocèse comprenant dans ses limites l'endroit du siège social de la corporation, constitue pour toutes fins la preuve qu'une personne est membre de la corporation, fait partie du conseil des consultants ou occupe la fonction de supérieur provincial du district religieux des Trois-Rivières de l'Institut ou tout autre fonction visée à la présente loi ou aux règlements de la corporation.

Visiteur. **19.** Le visiteur de la corporation est le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain de Nicolet ou toute personne désignée comme visiteur par tel clerc.

Idem. Au cas de division, de modification des limites ou de translation du siège du diocèse de Nicolet, ou, au cas de modification du siège social de la corporation, le visiteur de la corporation est le clerc, exerçant à l'occasion la fonction d'évêque catholique romain de la division ecclésiastique comprenant dans ses limites l'endroit du siège social de la corporation, ou toute personne désignée comme visiteur par tel clerc.

Donations. **20.** Nonobstant toute disposition contraire ou incompatible, les corporations constituées en vertu des lois de la province,

e. the surname, Christian names and occupation of each visitor indicating the date of his entry into office and the date when he ceased to hold it;

f. a summary of the provisions of the endowments accepted under section 8;

g. the debts secured by hypothec on its immoveables, indicating for each the principal sum, a summary description of the immoveables hypothecated and the name of the creditor or, as regards bond issues, the name of the trustee.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents, as shall extracts sealed with the seal of the corporation and certified by its secretary.

Any person interested may consult them and obtain certified extracts therefrom at the cost of ten cents per one hundred words.

18. A certificate of the chancellor of the bishopric of Nicolet or of the diocese comprising in its limits the place of the corporate seat of the corporation, as the case may be, shall constitute proof for all purposes that a person is a member of the corporation, is a member of its council of advisers or holds the office of provincial superior of the religious district of Trois-Rivières of the Institute, or any other office contemplated by this act or the by-laws of the corporation.

19. The visitor of the corporation shall be the clergyman acting as Roman Catholic Bishop of Nicolet or any person appointed as visitor by such clergyman.

In the event of a division, change in the limits or translation of the seat of the diocese of Nicolet, or in the event of a change of the corporate seat of the corporation, the visitor of the corporation shall be the clergyman for the time being acting as Roman Catholic Bishop of the ecclesiastical division comprising within its limits the place of the corporate seat of the corporation, or any person appointed as visitor by such clergyman.

20. Notwithstanding any contrary or incompatible provision, corporations constituted under the laws of the province

sont autorisées à consentir et à faire à la corporation les donations qu'elles jugent convenables et à en acquitter les considérations pour aider à défrayer le coût de construction et d'entretien de ses établissements, dépendances et succursales, et ce par résolution adoptée à la majorité des administrateurs alors présents à une assemblée convoquée à cette fin, pourvu qu'il y ait quorum.

are authorized to grant and to make to the corporation such gifts as they deem expedient and to pay the considerations thereof to help defray the cost of construction and maintenance of its establishments, dependencies and branches, and this by resolution passed by a majority of the directors then present at a meeting called for the purpose, provided that there be a quorum at such meeting.

Entrée en
vigueur.

21. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

21. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.